



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DE L'ARDÈCHE

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

Unité inter départementale Drôme-Ardèche

### **ARRETE PREFECTORAL n°07-2017-09-05-006 portant mise en demeure de l'exploitant de la société JINWANG EUROPE concernant l'installation qu'elle exploite sur la commune de La Voulte-sur-Rhône**

**Le Préfet de l'Ardèche,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,**

- VU le code de l'environnement et notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et ses articles L.171-6, L.171-8, et L.172-1 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2004-294-13 du 20 octobre 2004 autorisant Pharmacie Centrale de France à exploiter une unité de fabrication de composés métalliques sur la commune de La Voulte-sur-Rhône ;
- VU le récépissé du 13 août 2009 de la déclaration de changement d'exploitant déposée par la société ORRION CHEMICALS METALCHEM concernant l'exploitation sise à La Voulte-sur-Rhône, autorisée par arrêté préfectoral n°2004-294-13 du 20 octobre 2004 au nom de Pharmacie Centrale de France ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2011019-0019 du 19 janvier 2011 portant prescriptions complémentaires à la société ORRION CHEMICALS METALCHEM et modifiant l'arrêté préfectoral n°2004-294-13 du 20 octobre 2004 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2014136-0018 du 16 mai 2014 portant prescriptions complémentaires à la société ORRION CHEMICALS METALCHEM et modifiant l'arrêté préfectoral n°2004-294-13 du 20 octobre 2004 ;
- VU le récépissé du 1<sup>er</sup> octobre 2015 de la déclaration de changement d'exploitant déposée par la société JINWANG EUROPE concernant les installations sises à La Voulte-sur-Rhône, exploitées par la société ORRION CHEMICALS METALCHEM ;
- VU l'arrêté préfectoral n°07-2016-07-22-004 du 22 juillet 2016 relatif à la mise à jour de la situation administrative de la société JINWANG EUROPE ;
- VU le rapport de l'inspection des installations classées du 11 juillet 2017 relatif à l'inspection réalisée sur le site de l'établissement JINWANG EUROPE à La Voulte-sur-Rhône le 16 mai 2017, transmis à l'exploitant le 11 juillet 2017 et valant consultation sur le projet d'arrêté préfectoral ;

VU les observations formulées par l'exploitant le 3 août 2017 ;

**CONSIDERANT** que les constats rapportés par l'inspection des installations classées, dans son rapport susvisé, montrent que les quantités de déchets stockés sur le site sont très largement supérieures à celle qui correspondrait à un fonctionnement normal de l'établissement ;

**CONSIDERANT** que les quantités de déchets stockés sur le site telles qu'indiquées à l'article 1 de l'arrêté préfectoral n°07-2016-07-22-004 du 22 juillet 2016 et au point 6.5.1 de l'article 6 de l'arrêté préfectoral n°2004-294-13 du 20 octobre 2004 ne sont pas respectées ;

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu dès lors de faire application de l'article L.171-8 du code de l'environnement ;

**SUR PROPOSITION DU** secrétaire général de la préfecture ;

#### **ARRÊTE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** La société JINWANG EUROPE est mise en demeure de respecter, avant le 31 décembre 2018, les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n°07-2016-07-22-004 du 22 juillet 2016 et du point 6.5.1 de l'article 6 de l'arrêté préfectoral n°2004-294-13 du 20 octobre 2004 concernant les quantités de déchets stockés autorisées sur le site.

**Article 2 :** Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement à savoir :

1° L'obliger à consigner entre les mains d'un comptable public une somme correspondant au montant des travaux ou opérations à réaliser. La somme consignée est restituée au fur et à mesure de l'exécution des travaux ou opérations ;

2° Faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites : les sommes consignées en application du 1° sont utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées ;

3° Suspendre le fonctionnement des installations et ouvrages, la réalisation des travaux et des opérations ou l'exercice des activités jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées et prendre les mesures conservatoires nécessaires, aux frais de la personne mise en demeure ;

4° Ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 15 000 € et une astreinte journalière au plus égale à 1 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure.

**Article 3 : Délais et voies de recours (article R.421-1 du code de justice administrative)**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

**Article 4 : Exécution - Ampliation**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Ardèche et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargée de l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au représentant légal de l'exploitant. Une copie dudit arrêté sera également adressée au maire de La Voulte-sur-Rhône.

A Privas, le

05 SEP. 2017

Pour le Préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

Laurent LENOBLE